



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Lille, le **05 MAI 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRP

ZAC de l'Epinette

rue de la Sucrerie

59113 SECLIN

Références : Arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2021

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 12/04/2022 de l'établissement **TRP** implanté ZAC de l'Epinette, rue de la Sucrerie, 59113 SECLIN. L'inspection a été réalisée de manière inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 14/03/2022

Elle porte sur :

- le traitement et la gestion des déchets,
- la prévention des risques technologiques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRP
- ZAC de l'Epinette, rue de la Sucrerie, 59113 SECLIN
- Code AIOT dans GUN : 070000567

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

La société TRP exerce une activité de transit, de tri et de valorisation de déchets non dangereux sur son site de Seclin situé rue de la Sucrierie dans la ZAC de l'Epinette.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées ainsi que leurs installations connexes, est implanté sur une superficie de 30 000 m² et comprend :

- un bâtiment de 960 m² situé au Nord Est du site dédié aux activités carton et plastique (deux aires de dépotage, une presse à balles)
- un hall de réception et de pré-tri de 2 771 m² des DIV (emballages valorisables en mélange ou déchets d'activités économiques) /encombrants et des DEA (Déchets d'Équipements et d'Ameublement) ;
- un bâtiment principal de 2477 m² abritant une aire de stockage de déchets mélangés, des lignes de tri, deux remorques FMA pour la réception des refus de tri en bout de ligne, ainsi que les locaux administratifs d'une superficie de 169 m² ;
- une plate-forme de valorisation des déchets destinée à accueillir l'unité de broyage mobile située au sud du site, au droit des alvéoles de stockage de bois ;
 - 4 alvéoles de stockage extérieur dédiées à l'activité bois situées au sud du site ;
 - 1 alvéole de stockage extérieure dédiée à l'activité de transfert de gravats à côté des alvéoles de stockage de bois ;
 - 1 alvéole de stockage extérieure dédiée à l'activité de transfert de déchets verts à côté des alvéoles de stockage de bois ;
- 1 alvéole de stockage des métaux située à proximité du bâtiment abritant la presse à balles au nord du site ;
- 1 alvéole de stockage des balles de déchets en attente d'expédition (plastiques et cartons) située à proximité du bâtiment abritant la presse à balles au nord du site ;
- 2 bassins de tamponnement des eaux pluviales de voiries et de confinement des eaux d'extinction incendie : L'un pour la gestion des eaux du bassin versant nord, le second pour la gestion des eaux pluviales du bassin versant sud..

- Les équipements de tri suivants :

- une ligne de pré-tri : tri des « monstres » par pelle mécanique puis alimentation de la ligne qui comporte un trommel 3 voies visant à l'extraction des fines et une majorité des déchets verts
 - une ligne de tri composée de tapis, d'une cabine de tri manuelle, d'alvéoles de stockage, d'une presse à balles, d'un tapis double sens alimentant des remorques en refus de tri.

L'exploitation est actuellement régit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021.

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2791 et du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le traitement et la gestion des déchets,
- la prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 12/04/2022 de l'établissement TRP implanté ZAC de l'Epinette, rue de la Sucrerie, 59113 SECLIN les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le préfet du Nord les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les délais précisés, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). Dans le cas contraire, il sera proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- L'exploitant fournira à l'inspection, dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent courrier, le devis des travaux ainsi que le certificat d'étalonnage justifiant la mise en oeuvre du dispositif de détection de la radioactivité, conformément à l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021.
- L'exploitant fournira à l'inspection, dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent courrier, les rapports de vérification des installations électriques, des extincteurs et des dispositifs de désenfumage.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle :

Sans objet

*

Constats des points de contrôle :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositif de détection de radioactivité	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.3.5	/	/
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.4	/	/

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.5.1	/	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets entrants dans l'installation	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.2.1	/	/
Admission des déchets	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.3.3	/	/
Gestion des non conformités	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.3.4	/	/
Gestion des stockages	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.4.2	/	/
Registre des déchets sortants	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.5.2	/	/
Séparation des déchets	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 6.1.2	/	/
Localisation des risques	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.1.1	/	/
Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.1.3	/	/
Gardiennage / télésurveillance	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.7.3	/	/
Formation du personnel	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.7.6	/	/
Plan de défense incendie	Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.7.7	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, le site n'était pas encore équipé de portique de détection de radioactivité.

L'exploitant a déclaré que ce portique était en cours d'installation et qu'il sera opérationnel pour la fin du mois d'Avril 2022. L'exploitant fournira à l'inspection, dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent courrier, le devis des travaux ainsi que le certificat d'étalonnage justifiant la mise en oeuvre du dispositif de détection de la radioactivité.

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection les derniers rapports de vérification de ses installations électriques ainsi que de ses dispositifs de lutte contre l'incendie et de ses systèmes de désenfumage. L'exploitant fournira à l'inspection, dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent courrier, les rapports de vérification des installations électriques, des extincteurs et des dispositifs de désenfumage.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déchets entrants dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Déchets encombrants et tout venant; - Déchets d'équipements et d'ameublement - Déchets d'activités économiques, - Déchets de chantier (gravats), - Déchets verts issus des déchetteries. Les déchets sont reçus soit en mélange pour tri, soit en mono-flux pour transit regroupement. Aucun déchet dangereux n'est accepté volontairement dans l'installation. Aucun déchet susceptible d'émettre des rayonnements ionisants ne doit être accepté dans l'installation
Constats : Aucun déchet dangereux ou tout autre produit liquide susceptible de provoquer un incendie n'est admis sur le site. Les déchets stockés sur le site sont ceux énumérés dans les prescriptions contrôlées.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.3.3
Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un moyen de pesée à l'entrée et à la sortie du site. Chaque apport de déchet fait l'objet d'un mesurage. La réception des déchets fait l'objet des vérifications et enregistrement suivants: <ul style="list-style-type: none"> - contrôle visuel de la qualité des déchets déclarés et réceptionnés au regard des informations de la fiche d'identification préalable, - la provenance des déchets,

<ul style="list-style-type: none"> - la non présence de déchets radioactifs, - la réalisation de pesée et le recueil des informations nécessaires au renseignement du registre d'entrée. - la délivrance d'un accusé réception écrit pour chaque livraison admise.
Constats : L'installation dispose de moyens de pesée à l'entrée et en sortie du site. Chaque apport de déchet fait ensuite l'objet d'un mesurage qui est enregistré et qui donne accès au site pour le transporteur du déchet. Toute acceptation de déchet fait l'objet d'une fiche d'acceptation préalable. Une fois sur site, la validité du dépôt est contrôlé visuellement par un agent.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion des non conformités

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.3.4
Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure de gestion des non conformités qui prévoit notamment l'établissement d'un bordereau de refus qui précise la nature(code nomenclature et désignation du déchet), les origines industrielles et géographiques du déchet en cause, l'identité du transporteur et le motif du refus. Il tient à jour un registre de refus de déchets.
Constats : L'exploitant a mis en oeuvre une procédure de gestion des non conformités et tient à jour un registre des bordereau de refus sur support informatique. En cas de non conformité, la procédure est la suivante : <ul style="list-style-type: none"> - vidage de la benne sur une zone spécifique, - isolement des déchets non conformes, - envoi des déchets non conformes dans une filière adaptée, - envoi de la fiche d'appréciation au producteur et au transporteur du déchet.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositif de détection de radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.3.5
Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détction de la radioactivité qui est mis en oeuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

<p>Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de détermination de ce seuil sont tenus à disposition de l'inspection.</p> <p>Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence mensuelle a minima, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.</p> <p>La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection est réalisée périodiquement au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection est en service de façon continue.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection.</p> <p>L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir et les mesures prises en cas de détection.</p> <p>Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.</p> <p>En cas de détection confirmée dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.</p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable pour repérer et isoler les déchets douteux</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le portique de détection de radioactivité était en cours d'installation.</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection que ce portique sera installé et opérationnel pour la fin du mois d'avril 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>Non conformité mineure n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection sa justification de la réalisation des travaux ainsi que le certificat d'étalonnage justifiant la mise en oeuvre du dispositif de détection de la radioactivité.</p>

Nom du point de contrôle : Gestion des stockages

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.4.2
Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stockage et de manipulation des déchets doivent être imperméabilisées.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont interdits.</p> <p>Les stockages en vrac sont réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés.</p> <p>Les déchets triés sont entreposés afin de prévenir les risques de mélange.</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p> <p>Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée et du débouché (réutilisation, combustible, amendement, recyclage)</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges..).</p> <p>Les hauteurs maximales de stockage n'excéderont pas :</p>

- 3 mètres pour les alvéoles de stockage situées au droit du bâtiment abritant la presse à balle,
- 8 mètres à l'intérieur du bâtiment de réception amont et de pré-tri,
- 4 mètres pour les alvéoles de stockage situées au sud du site.

Aucun stockage n'est réalisé dans le bâtiment abritant la presse à balles. Les matériaux sont apportés progressivement pour alimenter la presse à balles puis les balles sont directement évacuées vers les alvéoles de stockage. La zone de stockage tampon est vidée en fin de journée. Les lignes de tri sont maintenues vides de tout déchet à la fin de chaque poste.

Constats :

Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a pu constater que:

- les aires de stockage et de manipulation des déchets étaient imperméabilisées par des dalles béton,
- l'exploitant ne stockait pas de produits pulvérulents et les déchets triés étaient entreposés dans les cases de stockage afin de prévenir tout risque de mélange,
- les aires de réception étaient clairement repérées par des marquages au sol,
- l'exploitant disposait des moyens nécessaires afin d'évaluer le volume de ses stocks et les hauteurs maximales de stockage respectent les prescriptions décrites plus haut,
- aucun stockage n'était réalisé dans le bâtiment abritant la presse à balles.

Observations :

Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 3.5.2

Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation. Ce registre contient les informations suivantes :

- la date de l'expédition,
- le nom et l'adresse du repreneur,
- la quantité de chaque déchet expédié,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le code du traitement qui va être opéré.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre des déchets sortants de l'installation sous format papier et sous format informatique.

Ce registre contient toutes les informations prescrites plus haut.

Observations :

Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 6.1.2
Thème(s) : Le traitement et la gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Dans l'attente de leur ramassage, les huiles usagées sont stockées dans des réservoirs étanches et des conditions de séparation satisfaisante, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les déchets d'emballage industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-6 à R.543-72 du code de l'environnement.
Constats : Les déchets émis par le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- les boues de séparateur hydrocarbure : celles-ci sont hydrocurées puis évacuées par la société Esterra dûment autorisée,- les déchets industriels et les refus : ces déchets sont évacués par camion par les 3 sociétés suivantes dûment autorisées : Véolia, Baudalet et Suez
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.1.1
Thème(s) : la prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense les parties de l'établissement qui en raison des procédés mis en oeuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères explosives, nocives ou toxiques. L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan du site localisant les zones à risque et déterminant la nature de ces risques. Les zones à risques sont constituées par les zones de stockage et la nature des risques est un risque d'incendie.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.1.3
Thème(s) : la prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la qualité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.
Constats : Aucun produit dangereux n'est stocké sur le site de TRP.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.4
Thème(s) : la prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours, - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, - d'au moins 3 poteaux d'incendie publics dont le premier doit être situé à moins de 200 mètres des installations d'une capacité en rapport avec le risque à combattre et permettant de délivrer à minima un débit de 270 m³/h pendant deux heures. A ce titre, l'exploitant doit s'assurer au minimum tous les trois ans que ce volume est disponible en sollicitant auprès du service public de défense extérieure contre l'incendie de la MEL une mesure de débit simultané sur au moins trois poteaux incendie. Dans la mesure où ce volume ne serait pas obtenu, il appartiendra à l'exploitant de remédier à l'insuffisance par la mise en place d'une réserve ou d'une citerne incendie après avoir obtenu l'accord du SDIS. - d'extincteurs et de RIA répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs et de RIA répartis dans les lieux présentant des risques spécifiques, - de 3 poteaux incendie publics en périphérie du site, - de moyens d'alerter les services d'incendie et de secours ainsi que de plans facilitant leur intervention. Les extincteurs, RIA et trappes de désenfumage ont été contrôlés par la société SICLI le 26/05/2021, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection le rapport de vérification.
Observations : Non conformité mineure n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de vérification des extincteurs, RIA et trappes de désenfumage

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.5.1
Thème(s) : la prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et normes en vigueur.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées le 22/06/2021 par la société SOCOTEC, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection le rapport de vérification.
Observations : Non conformité mineure n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de vérification des installations électriques

Nom du point de contrôle : Gardiennage/ télésurveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.7.3
Thème(s) : la prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'exploitation, une surveillance des installations, par gardiennage ou télésurveillance est mise en place afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours, et le cas échéant de l'équipe d'intervention.
Constats : Le site est actuellement équipé d'un système de vidéosurveillance et d'alarmes anti-intrusion. Un contrat a été passé avec la société Sécuriguard pour une prestation de gardiennage. Pour la surveillance du site, un contrat a été passé avec la société Nexecur afin de mettre en oeuvre un dispositif de vidéo et de détection intrusion.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.7.6
Thème(s) : la prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en oeuvre des moyens d'interventions. Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manoeuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en oeuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise) doivent être organisés une fois par an.
Constats :

<p>Chaque nouvel embauché suit une procédure d'accueil comprenant une formation générale à la sécurité et une formation spécifique à son poste de travail (risques spécifiques, équipements de protection).</p> <p>Des formations de sécurité générales ou spécialisées et de mise à niveau sont également proposées périodiquement. Elles viennent compléter le dispositif d'habilitation (habilitation électrique par exemple).</p> <p>La dernière formation organisée par l'exploitation date du 15/06/2021. Elle s'adressait à l'ensemble du personnel et portait sur la manipulation des moyens de lutte contre le risque incendie.</p>
<p>Observations : Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2021, article 8.7.7
Thème(s) : la prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie est établi par l'exploitant en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs), - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées, - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, - la justification des compétences du personnel susceptible en cas d'alerte d'intervenir avec les extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement, - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre en toute circonstance, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de défense incendie.</p> <p>Celui-ci comprenait le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie, les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de situation décrivant l'alimentation des différents points d'eau.</p> <p>L'exploitant a également présenté les CV justifiant des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte et d'interagir sur les moyens de protection incendie.</p>
<p>Observations : Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>